



NOTE DE POSITIONNEMENT

DE LA FEDERATION DES SERVICES ENERGIE ENVIRONNEMENT

Consultation publique de la CRE (N°2017-19) relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France

Mardi 23 janvier 2018

Contexte

Les opérateurs énergétiques, membres de la FEDENE, proposent des prestations de vente de chaleur, issue de tout type d'énergie, y compris le gaz naturel, et notamment à travers des réseaux de chaleur. Dans ces réseaux, l'énergie principale provient le plus souvent d'une source renouvelable, le complément se faisant généralement avec du gaz, énergie fossile la moins carbonée.

La présente note vise à rappeler les principes à garantir pour les gestionnaires de réseaux de chaleur, dans le cadre d'une commercialisation aux enchères des capacités de stockage avec compensation intégrée au tarif de transport gaz. Ces modalités ne doivent pas impacter le prix de la chaleur vendue, ce qui toucherait directement les consommateurs finals, qui habitent, pour une majorité d'entre eux, dans des logements sociaux.

Position portée par la FEDENE

La FEDENE est favorable à la continuité des principes relatifs à l'assiette du tarif de transport gaz venant en compensation des obligations de stockage, à savoir :

- les consommateurs domestiques, y compris les ménages résidant dans un immeuble chauffé collectivement ;
- les consommateurs non domestiques assurant des missions d'intérêt général liées à la satisfaction des besoins essentiels de la nation ;
- les consommateurs n'ayant pas accepté contractuellement une fourniture susceptible d'interruption, ou qui ne se sont pas déclarés délestables.

L'exemption des obligations de stockage pour les autres clients de distribution (type réseau de chaleur) « interruptibles » ou « délestables », n'a jamais été définie dans un texte de loi. Son bénéfice ne pouvait être validé que par une étude particulière validée par la Direction générale de l'énergie et du climat. La FEDENE soutient en conséquence la disposition prévue à l'article 12, chapitre II, alinéa 3 de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017¹ qui vient définir la notion de délestage.

Néanmoins, la FEDENE souhaite que cette nouvelle disposition introduite dans le Code de l'énergie, précise que l'exemption puisse être valable à la fois pour un client délestable « totalement » ou « partiellement ». Les réseaux de chaleur pouvant substituer le gaz partiellement ou totalement, ne doivent subir les surcoûts liés au stockage que pour la partie non interruptible qui alimente les clients.

¹ Loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement

Enfin, la FEDENE souhaite que l'électricité produite par des cogénérations ou des cycles combinés gaz (CCG) ne soit pas soumise à des contraintes de stockage. Seule la chaleur fournie au réseau devrait générer des obligations de stockage. En effet, ces installations fonctionnent généralement sur le spot et donc de manière aléatoire, dont le temps de fonctionnement est difficile à estimer. Il ne faudrait donc pas obliger des équipements qui en fonction de la demande, pourraient ne pas avoir fonctionné dans l'année.

Réponse aux questions de la consultation

Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

Pour le calcul de l'assiette, le cas particulier des réseaux de chauffage urbain doit être pris en compte. En effet, lorsqu'ils sont raccordés à un réseau de distribution de gaz, la totalité de la consommation de gaz sera prise en compte dans le calcul de l'assiette. Cependant, cette assiette ne reflète pas la capacité à pouvoir couvrir les surplus de consommation des clients finals dans le cas d'un hiver froid, tel qu'il s'en produit statistiquement tous les 50 ans (dit « risque 2 % »), pour les raisons suivantes :

- les réseaux disposent de moyens de production alternatif (délestabilité partielle, cf. réponse aux questions 13 et 14) ;
- certains clients raccordés aux réseaux disposent de moyens de production alternatif ;
- l'assiette doit être basée sur la consommation de chaleur sans intégrer les moyens de production de cogénération fonctionnant en obligation d'achat ou au spot et dont le fonctionnement n'a pas de lien avec la demande chaleur.

Il convient donc pour ces réseaux de chaleur d'effectuer un calcul spécifique, qui tient notamment compte du fonctionnement en appoint/secours aux énergies renouvelables utilisées en base.

Questions 13 (Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?) & 14 (Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?)

La FEDENE est plutôt favorable à la méthode 2 proposée, dite de « capacités souscrites – consommations moyennes journalières ». Celle-ci prévoit que la compensation dont chaque expéditeur devrait s'acquitter soit appliquée sur *« la différence, lorsqu'elle est positive, entre, d'une part, la capacité souscrite ferme par chacun de ses clients et d'autre part, la somme de la consommation moyenne journalière de chaque client et de la part de sa capacité déclarée interruptible »*. Cependant, la FEDENE souhaite que cette méthode puisse être choisie sous réserve de la prise en compte des arguments précédents. Ceux-ci peuvent être repris dans le cadre de la méthode 2 en ajustant la définition des capacités, qui seraient contractualisées comme interruptibles par un client (« **Int** »). Ce terme serait ainsi déduit de la modulation client, qui est calculée de la manière suivante :

$$\text{Modulation client} = \text{Max} (0 ; \text{CJN} - \text{CAR}/365 - \text{Int})$$

Avec :

- CJN : capacité journalière normalisée, définie selon le type du client (profilé, à souscription)
- CAR : consommation annuelle de référence



La FEDENE souhaite ainsi que le coefficient **Int** soit défini comme la somme de :

- la consommation de gaz utilisée pour la production électrique (en cogénération ou non) ;
- la consommation de gaz interruptible par substitution d'une autre énergie ou d'un stockage ;
- la consommation de gaz effacée sur le réseau de chauffage urbain par substitution d'une autre énergie chez les clients ;
- la consommation de gaz correspondant aux besoins de chaleur effacés par des contrats de ventes de chaleur interruptible ;
- la consommation des industriels raccordés au réseau de chaleur.

L'opérateur de réseau procèdera alors à un calcul de sa valeur du **Int**.
